

Burundi : Quels scénarios possibles après l'annonce de Nkurunziza ?

Jeune Afrique, 14 juin 2018 Burundi : L'annonce de Nkurunziza provoque des dissensions dans l'opposition. L'annonce de Pierre Nkurunziza, qui a promis le 7 juin dernier de soutenir le nouveau président qui sera élu en 2020 a pris de court l'opposition burundaise et la communauté internationale. Le politologue burundais Gérard Birantamije (photo) analyse pour Jeune Afrique les scénarios politiques et diplomatiques possibles.

Le président burundais a choisi le jour de la promulgation de la nouvelle Constitution, adoptée au terme d'un référendum controversé lors duquel aucune instance internationale n'a envoyé d'observateur, pour laisser entendre qu'il ne représenterait pas pour un nouveau mandat en 2020. Il a ajouté qu'il s'engageait à soutenir le nouveau président élu en 2020. Faut-il croire Pierre Nkurunziza sur parole ? Gérard Birantamije, politologue et professeur d'université, livre son analyse à Jeune Afrique et détaille. Jeune Afrique : Comment interpréter l'annonce sur Pierre Nkurunziza, le 7 mai dernier, qui a déclaré que son mandat s'achève en 2020 et affirmé être prêt à soutenir son successeur ? Gérard Birantamije : L'interprétation peut tourner autour de trois hypothèses. La première est liée aux dynamiques de politique interne. La nouvelle Constitution reste ouverte à son retour pour deux mandats supplémentaires, même après le mandat 2020-2027. L'annonce viserait alors d'embêter le président et aux appétits exprimés par plusieurs des témoins au sein du CNDD-FDD, son parti. Quitter le pouvoir en 2020, tout en contrainant de près, reste une option. D'ailleurs Nkurunziza dit qu'il va mettre toutes ses énergies et ses compétences au service du prochain président. Cela pourrait préfigurer un scénario à la Poutine, avec la nomination d'un Premier ministre le lendemain des élections. [La nouvelle Constitution habilite d'ailleurs le poste de premier ministre, qui pour l'instant n'est pas prévu, n.d.l.r]. Lui seul serait alors responsable de la politique gouvernementale, contrairement au modèle de gestion de l'État tel qu'organisé par la Constitution de 2005. La seconde hypothèse est que cette annonce une stratégie visant à caresser dans le sens du poil les partenaires économiques et financiers du Burundi, de même que les organisations non gouvernementales. Ces derniers, très attachés à l'idéal de stabilité et à la vertu pacificatrice de l'alternance politique au pouvoir, pourraient alors laisser une bouffée d'oxygène au régime. La dernière hypothèse est que l'annonce de son départ coupe l'herbe sous le pied des opposants au troisième mandat. Cette opposition va devoir adapter son discours, et certains peuvent même appeler à la participation aux élections de 2020. Or, sans changement des règles du jeu et sans une réelle ouverture de l'espace politique, le scénario de 2015 ne pourrait qu'être une partie de l'opposition ne croit pas à cette annonce. Comment analysez-vous cette réaction ? L'une des plus grandes réussites de Pierre Nkurunziza est sa grande capacité à manipuler la psychologie de ses opposants. En créant ainsi le flou, en ouvrant son discours à de multiples interprétations possibles, il provoque des dissensions au sein de l'opposition. En 2015, d'ailleurs, il avait joué sur les mots jusqu'au bout, en affirmant sans cesse au parti, seul même de désigner les candidats. Certains, marqués dans une stratégie d'amnésie volontaire, seront amenés à le croire et coopéreront à l'organisation des élections de 2020. D'autres, plus pessimistes, vont se radicaliser sans avoir la force requise de le contrer dans sa nouvelle aventure. D'ici 2020, quel sera selon-vous l'impact de cette annonce sur la scène politique burundaise ? Cette annonce a un impact positif au sein du parti au pouvoir, car elle permet de recoller les morceaux après les déchirures suscitées au sein du CNDD-FDD par le troisième mandat. Elle dope également les militants qui voient que, finalement, l'alternance au pouvoir est possible, même au sein du parti. Enfin, Nkurunziza a une taille Constitution sur mesure et qui concède de ne pas briguer de nouveaux mandats arborerait par la suite la posture symbolique de « guide » du parti, ce qui lui permettrait d'avoir une mainmise totale sur le CNDD-FDD et ses militants. S'agissant des oppositions, l'impact est à nuancer. L'opposition intérieure peut, par exemple, jouer sur ce discours pour construire dans un jeu d'alliance avec le parti au pouvoir. Pour l'opposition externe, l'annonce pourrait susciter plus de radicalisation, avec les risques d'être de moins en moins écoutée par les différents acteurs internationaux intéressés par la question burundaise. L'Union européenne trouve que cette décision est « de nature à décrier la situation au Burundi ». Peut-on entrevoir les premiers signes d'un gel des relations diplomatiques entre Bujumbura et la communauté internationale ? Oui. La communauté internationale a été prise de court. La morphologie de la nouvelle Constitution révélait plutôt la boulimie de pouvoir de Pierre Nkurunziza. Elle considérait donc qu'une telle annonce ouvrait la voie à plus de stabilité, ce qui compte beaucoup pour elle. La crise de 2015 a déjà fait près de deux mille morts avec plus de 400 000 réfugiés. Dans quelle mesure le retrait de Pierre Nkurunziza de la course à la présidence en 2020 pourrait-il contribuer à la normalisation de la situation politico-sécuritaire ? C'est la grande inconnue. Le retrait de Pierre Nkurunziza n'induit pas ipso facto l'ouverture de l'espace politique, pas plus qu'il n'augure la fin de la mort civile. Ensuite, la crise a fait beaucoup de victimes qui cherchent à recouvrer leurs droits de citoyen. Le départ est une chose, mais la gestion des effets induits par la crise en est une autre. Enfin, la mainmise sur les institutions politiques et sécuritaires qui est mise en place tout au long des trois années de crise ne va pas cesser pour autant. Par Armel Gilbert Bukeyeneza

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});